

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 16 – 27 avril 2023

En bref

Le pétrole brut vénézuélien Merey a chuté continuellement de 61 % (soit 35 USD) depuis juin 2022, quand le prix a atteint un pic en conséquence de la guerre russo-ukrainienne. Les données de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) indiquent que le Merey atteignait 57,3 USD en mars 2023 alors qu'il s'élevait à 92,3 USD à la mi-2022. Au cours du T1 2023, le prix moyen du brut vénézuélien était de 60,2 USD (-19 % g.a.).

LE CHIFFRE À RETENIR

35 USD

C'est la chute du prix du pétrole vénézuélien (pétrole brut Merey) au cours des neuf derniers mois.

Zoom sur : Le remaniement ministériel colombien.

Le 25 avril, neuf mois après son accès à la Présidence, le chef d'Etat colombien, Gustavo Petro, a requis la démission de l'ensemble de son cabinet, sans toutes les accepter.

Ont alors été limogés sept Ministres : Finances, Agriculture, Intérieur, Santé, Sciences, TIC et Transports. Il reste donc huit des membres originaux de son cabinet. Ainsi, ont été choisis R. Bonilla comme Ministre des Finances, J. Mojica comme Ministre de l'Agriculture, L.F. Velasco pour le Ministère de l'Intérieur, G. Jaramillo pour la Santé, Y. Olaya pour les Sciences, M. Lizcano pour les TIC et W. Camargo pour les Transports. En outre, C.R. González a été choisi comme directeur du DAPRE (Département administratif de la Présidence de la république) en remplacement de M. Lizcano. Le départ de J.A. Ocampo du Ministère des Finances a surpris, du fait de la confiance et du sérieux dégagés auprès des investisseurs et par les marchés financiers, notamment grâce à l'importante réforme fiscale mise en place. Ainsi la première tâche identifiée par son successeur Ricardo Bonilla sera de rassurer les marchés. Assurément, le cours du Dollar a enregistré une forte hausse à partir de l'annonce de remaniement ministériel. Le Ministre a annoncé qu'il ferait du maintien de la stabilité de l'économie sa priorité. Toutefois, M. Bonilla, dont la proximité avec Petro peut être avantageuse ou non, est jugé raisonnable par les marchés financiers qui attendent l'effet que va avoir le remaniement ministériel sur les politiques économiques et notamment sur le suivi de la règle budgétaire et du cadre budgétaire à moyen terme.



Source de l'infographie : El Tiempo

BOLIVIE

Le Gouvernement annonce une nouvelle loi sur les hydrocarbures afin d'attirer des IDE.

Le cadre actuel pour le secteur des hydrocarbures en Bolivie repose sur la loi 3058 qui a été adoptée en 2005 et complétée un an plus tard par la loi sur la nationalisation du secteur, qui donnait à l'État le contrôle et l'administration de l'ensemble de la chaîne des hydrocarbures du pays. Après 18 ans d'application, le Gouvernement bolivien considère que cette loi doit être actualisée et annonce un nouveau cadre visant à attirer davantage d'investissements (IDE) pour une exploration plus importante. Récemment, le Gouvernement a insisté sur l'inaction des administrations précédentes qui n'ont pas suscité de nouvelles explorations de gaz naturel et se sont concentrées sur l'exploitation des réserves déjà existantes. Une critique qui fait référence à la situation actuelle de la production d'hydrocarbures dans le pays, qui a connu un déclin inquiétant au cours des dernières années. Le Ministre des Hydrocarbures, Franklin Molina, a rappelé que des travaux sont en cours pour modifier les schémas réglementaires et que la première étape sera le projet de loi sur les associations avec l'investissement privé étranger.

La Chambre des députés donne son approbation à la loi sur l'or.

Après un premier vote défavorable le 21 avril, la Chambre des députés bolivienne a adopté – avec 73 voix sur 122 législateurs présents – la loi sur l'or qui devrait permettre à la Banque Centrale de Bolivie (BCB) d'acheter et de vendre

de l'or afin notamment de renforcer les réserves internationales nettes du pays (RIN). La loi n'oblige pas les acteurs à vendre l'or à la BCB, mais l'article 8 prévoit que les vendeurs seront exonérés des taxes sur les transactions afin de rendre ces ventes plus attractives. Cette approbation a entraîné une amélioration du risque pays de la Bolivie ; quelques jours auparavant, les obligations souveraines avaient également enregistré un rebond significatif. Le président de la Banque Centrale de Bolivie (BCB), Edwin Rojas, prévoit qu'une fois la loi approuvée, les RIN augmenteront d'environ 500 MUSD par an grâce à l'achat du métal. M. Rojas s'attendait à ce que le Sénat adopte un traitement accéléré de la loi, mais celui-ci a décidé de rejeter cette procédure exceptionnelle.

Signature d'accords avec le Venezuela pour l'exploitation des réserves de gaz vénézuéliennes.

Le Président bolivien, Luis Arce, a signé des accords de coopération avec son homologue vénézuélien, Nicolás Maduro pour exploiter les réserves vénézuéliennes de gaz. Les gouvernements ont signé un protocole d'accord pour « évaluer la faisabilité des modèles d'affaires et pour la réalisation éventuelle de projets et de transactions conjoints liés à la monétisation du gaz national », ainsi qu'un accord de fiabilité pour « établir des mécanismes d'information confidentiels entre les compagnies gazières » des deux pays.

COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-6,2 %	-26,4 %	1167,5 pts
Change COP/USD	+2,9 %	+17,5 %	4 656,5
Change COP/EUR	+3,4 %	+22,7 %	5135,6
Prix du baril colombien (USD)	-3,2 %	-29,0 %	74,8

Les conditions de vie des colombiens en 2022.

Selon les chiffres du DANE, avec 51 M d'habitants et 17 M de ménages, la moyenne colombienne est de légèrement inférieur à 3 personnes par ménages (légèrement supérieur à 3 jusqu'en 2021). Dans le pays, la majorité des ménages sont biparentaux (53,4 %), mais une part non négligeable sont monoparentaux (24 %). 18,4 % des ménages sont composés d'une seule personne. Un grand nombre de ménages ont pour cheffes de famille des femmes (44,2 % - 7,7 M de ménages), notamment dans les départements de La Guajira (50,8 %), Arauca (49,4 %) ou Chocó (48,8 %). 59,5 % des ménages ont accès à internet. 39 % des ménages vivent dans leur propre logement et 40,2 % dans un logement loué en 2022 (vs. resp. 46,2 % et 35,7 % en 2019). Autre fait marquant : sur les

3,9 M de ménages ruraux, 9,5 % ont subi des inondations, des crues, des sécheresses ou des tempêtes dans l'année ayant affecté la vie d'un membre de leur famille.

Malgré l'approbation d'Aerocivil, Avianca juge non-viable l'intégration de Viva Air.

L'aéronautique civile de Colombie (Aerocivil) a approuvé l'intégration conditionnelle entre les compagnies aériennes Avianca et Viva Air. Cette intégration est conditionnée au remboursement des passagers lésés de Viva mais également à la restitution des créneaux horaires, au maintien du régime *lowcost* et d'un plafonnement des tarifs sur les lignes où l'intégration implique un monopole. Ces conditions de concurrence sont jugées trop exigeantes par Avianca et l'intégration non-viable économiquement. Le processus d'intégration, étudié depuis déjà neuf mois, commence à arriver sur la fin puisque, Viva perdra la protection du processus de redressement et rendra sa faillite définitive inévitable le 9 mai, si aucune décision ferme n'est prise jusque-là.

ExxonMobil mettra fin à ses activités pétrolières en Colombie fin mai.

La compagnie étatsunienne ExxonMobil se retirera du contrat avec l'Agence Nationale des Hydrocarbures (ANH) et mettra donc fin à ses activités pétrolières d'exploration et d'exploitation en Colombie à compter du 31 mai. La société se retire du bloc VMM-37 après en avoir avisé la canadienne Sintana Energy et sa filiale Patriot Energy Oil and Gas Inc. avec qui elle partageait un accord d'exploitation malgré un rebond économique



de ses activités en 2021. Ce projet appartenait à hauteur de 70 % à *ExxonMobil* et à 30 % à *Sintana*. Cette dernière a exprimé son mécontentement quant à la sortie de l'accord de la compagnie pétrolière.

Decathlon ouvre son 14^{ème} magasin à Manizales.

Decathlon ouvre son 14^{ème} magasin, dans le but de poursuivre son expansion en Colombie. Le magasin, qui sera situé dans le centre commercial MallPlaza de Manizales, aura une superficie de 1 300 mètres carrés et offrira près de 23 000 articles de sport.

Hausse des voyageurs étrangers au T1.

Près d'1,1 M de touristes étrangers ont foulés le sol colombien au cours du T1, selon les calculs d'*Anato*. Ce chiffre constitue une hausse significative du tourisme avec +47 % en glissement annuel et +6 % par rapport au T1 2019, pré-pandémique. Cette reprise du tourisme se traduit naturellement par une entrée de devises étrangères qui devraient également être en hausse en 2023. Les principales nationalités constituant les entrées d'étrangers (à des fins touristiques, événementielles ou commerciales) sont les États-Unis (26 %), le Venezuela (8 %), l'Équateur (7 %), le Mexique (6 %) et le Pérou (5 %).

La réactivation du réseau ferroviaire abandonné progresse.

L'Agence nationale des infrastructures (ANI) a confirmé que le Gouvernement allouera près de 344 M USD aux travaux publics de deux corridors ferroviaires, à l'adjudication du PPP et à la structuration de la préfaisabilité d'un

corridor ferroviaire à travers le Pacifique. Les projets sont le corridor ferroviaire La Dorada-Chiriguaná (représente un investissement de 344 M USD). L'autre projet est le corridor Facatativá - Bogotá - Belencito (27 M USD). Avec plus d'options pour le transport de marchandises, les coûts logistiques pour les trajets entre le centre du pays et les ports pourraient être réduits de 26 %.

L'Union Européenne (UE) accroît de 26,5 M EUR sa coopération dans le pays.

L'UE a annoncé mercredi une enveloppe supplémentaire de 26,5 M EUR (29,2 M USD) pour des projets de coopération en Colombie axés sur la lutte contre la déforestation, le soutien aux migrants, la mise en œuvre de l'accord de paix et la préparation aux catastrophes. Ce montant vient s'ajouter aux 90,8 M EUR déjà alloués par l'UE au pays. 10,5 M EUR iront à la transition verte et la lutte contre le changement climatique (l'UE a jusqu'à 15 projets et 32,8 M EUR dans cet objectif). Près de 10 M EUR seront destinés à la migration, notamment vénézuélienne (jusqu'à 58 M EUR alloués à cette cause). 3,8 M EUR iront en réparation pour les victimes des conflits armés et contre la violence sexiste. Enfin 2 M EUR soutiendront la juridiction spéciale pour la paix (PEC). Le reste est destiné aux populations vivant près du volcan Nevado del Ruiz, en risque d'éruption.



EQUATEUR

La Banque Mondiale approuve une nouvelle ligne de crédit de 300 M USD.

La *Banque Mondiale* a approuvé une nouvelle ligne de crédit de 300 M USD à la *CFN* (banque publique de financement des PME équatoriennes) qui permettra de financer des projets favorisant la réactivation économique. Il existe en Equateur environ 33 000 PME éligibles à ces financements. La *BID* instruit également une ligne de crédit d'un montant similaire pour financer les PME. Ces deux lignes de crédit s'encadrent dans le programme de la *CFN* « *Crecer* ».

Le crédit Suisse a annoncé le lancement d'une offre d'achat de 800 M USD de dette équatorienne.

Le *Crédit Suisse* a annoncé le lancement d'une offre d'achat de 800 M USD de titres de dette souveraine équatorienne à échéance 2030, 2035 et 2040. Ces obligations, dont le paiement du principal démarrera en 2026, représentent au total 17,6 Mds USD. Cette opération, qui devrait avoir lieu le 9 mai prochain a pour objectif, selon le *Crédit Suisse*, de participer à la soutenabilité de la dette équatorienne.

GUYANA

Nouvelle découverte de pétrole dans le bloc Stabroek.

La compagnie *Hess Corporation* a annoncé une nouvelle découverte de pétrole au puits

Lancetfish-1 dans le bloc offshore *Stabroek*. Le puits contiendrait un réservoir de grès pétrolifère d'environ 92 pieds. La compagnie a dans le même temps annoncé que le puits *Kokwari-1* avait été foré mais ne contenait pas de suffisamment d'hydrocarbure. Pour rappel, *Hess* est actionnaire du bloc *Stabroek* à hauteur de 30 % et *ExxonMobil* est opérateur avec une participation à 45 %. *CNOOC* détient 25 % également.

Les liens diplomatiques et commerciaux avec l'Inde en grande expansion.

Le Ministre des Affaires Etrangères indien, Dr. Jaishankar, en visite officielle au Guyana, a rencontré la secrétaire générale de la Communauté des Caraïbes, Mme Carla Barnett. Ils ont échangé concernant l'intensification des liens entre l'Inde et les Caraïbes. Le Ministre a également coprésidé la quatrième réunion ministérielle Caricom-Inde à Georgetown. Un accord de services aériens (ASA) entre le Guyana et l'Inde a été signé afin de faciliter les vols directs entre les deux Etats. L'accord ouvre entre autres des possibilités d'investissement et permet aux compagnies aériennes gyanienues d'avoir un accès direct au marché des aéroports internationaux en Inde et vice versa. Plusieurs autres accords ont été signés lors de la table ronde des entreprises indiennes et gyanienues. Enfin, la création d'un conseil d'entreprise conjoint entre la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes (FICCI) et la Commission du secteur privé a été annoncée.

Le fret gyanien a le vent en poupe.

Un nouveau ferry, M.V. Ma Lisha, d'une valeur de 12,7 M USD, reliera le Guyana et Trinidad-et-Tobago en 15 heures. Construit par



la société indienne *Garden Reach Shipbuilders and Engineers Limited* et d'une capacité de près de 300 passagers et de plusieurs véhicules assurera également la liaison Barima-Waini/Georgetown et apporte des opportunités de transportation de marchandises dans le cadre de la modernisation et le développement de l'exportation agricole depuis le Guyana. Le Président Ali a déclaré que ce navire ouvrirait la voie aux investissements dans l'agro-industrie et les installations portuaires. En outre, la *Banque de Développement des Caraïbes* (CDB) financera des services de conseil d'une étude pour l'établissement d'un service de fret maritime entre la Barbade, la Grenade, le Guyana et Trinité-et-Tobago, principalement pour le transport de produits agricoles.

PEROU

Volonté de développement d'un secteur lithium destiné à l'exportation.

Le Pérou dispose de réserves potentielles de lithium et entend se positionner dans la course au développement de ce secteur qui, entre 2012 et 2022, a connu une croissance mondiale de plus de 271 %. Le Ministère de l'Energie et des Mines a récemment communiqué sur la délivrance rapide de permis d'exploration pour l'entreprise *Macusani Yellowcake*, sur la base de quoi cette filiale d'American Lithium pourrait confirmer et convertir en réserves prouvées les estimations faites pour le gisement de Falchani, son projet situé à Puno (4,7 M de tonnes de lithium). Selon le Ministre, Óscar Vera, tout devrait être prêt avant le mois de juin. Pour Rómulo Mucho, ancien vice-ministre des Mines, Falchani recèle un potentiel de 40 ans d'exploitation qui pourrait amener le Pérou à

faire partie du « Triangle du lithium », composé de la Bolivie, de l'Argentine et du Chili.

La Chine pourrait détenir 100 % du marché de la distribution d'électricité à Lima.

L'année dernière, l'entreprise d'énergie italienne Enel a annoncé son retrait du marché péruvien dans le cadre de sa stratégie globale de réduction de la dette et d'optimisation de son portefeuille d'activités. Le groupe Enel a récemment annoncé qu'il avait conclu un accord avec l'entreprise chinoise *Southern Power Grid International* (CSGI) pour finaliser la vente de ses activités de distribution au Pérou pour un montant de 2,9 Mds USD. Des annonces qui inquiètent le secteur privé, qui craint une concentration de cette activité dans les mains d'un seul acteur. La *Société Nationale des Industries* (SNI) a notamment alerté sur le fait que cette vente conduirait à ce que la République Populaire de Chine contrôle 100 % du marché de la distribution d'électricité à Lima. Le syndicat rappelle qu'en 2020, Luz del Sur a été vendu au groupe China *Three Gorges Corporation*. Portée à échelle nationale, cette opération signifierait que 70 % de la consommation d'énergie au Pérou serait entre les mains d'entreprises chinoises.

L'Indecopi considère que l'interdiction d'utiliser des octogones autocollants constitue désormais une barrière commerciale non tarifaire.

Depuis juin 2019, la Loi pour l'Alimentation Saine impose des avertissements octogonaux sur les étiquettes des produits alimentaires, nationaux ou importés, en vente sur le marché péruvien. La Chambre spécialisée pour la



défense de la concurrence (SDC) de l'*Institut National de Défense de la Concurrence et de la Propriété Intellectuelle* (Indecopi) a estimé que l'interdiction d'utiliser des octogones autocollants (plutôt que imprimés sur l'emballage) est une barrière commerciale non-tarifaire qui n'est pas raisonnable. La Chambre a déclaré que, bien que l'interdiction ne soit pas illégale, le Ministère de la Santé n'avait pas su justifier le risque posé par le fait que ces avertissements prennent la forme d'« autocollants ». Cette décision de la chambre bénéficie non seulement les entreprises qui ont déposé plainte, mais elle s'applique aussi aux entreprises membres de la chambre de commerce de Lima. Parmi les signataires figurent notamment *Oregon Foods*, *Eurogourmet*, et *Lagardère Travel Retail*. Ils pourront mettre en œuvre le système d'avertissements publicitaires du cadre réglementaire pour une alimentation saine (octogones), grâce à l'utilisation d'autocollants sur leurs produits importés.

SURINAME

Hausse des intérêts sur les prêts en Dollar Surinamais SRD à partir du 1^{er} mai.

La plupart des banques devraient hausser les taux d'intérêts sur les prêts en SRD le 1^{er} mai. Les augmentations des taux d'intérêts toucheront particulièrement les prêts commerciaux dont le taux augmentera à 15 % et 20 %, entraînant une probable augmentation de prix des biens et services chez de nombreux entrepreneurs. Pour les particuliers le taux d'intérêt restera inchangé. Dans le cadre d'une tentative de réduire les SRD en circulation, la Banque

centrale (CBVS) a augmenté la réserve de trésorerie de 39 % à 44 % et autorisé une croissance maximale de 12,5 % en crédits SRD pour les banques.

VENEZUELA

La Conférence internationale sur le processus politique au Venezuela, convoquée par le Président colombien Gustavo Petro, s'est tenue à Bogota le 25 avril.

Cette réunion a mis en évidence trois points essentiels sur lesquels les 18 pays participants se sont mis d'accord pour faire face à la crise vénézuélienne.

- Etablissement d'un calendrier électoral pour la tenue d'élections libres, transparentes et pleinement garanties, en tenant compte des recommandations de la mission électorale de l'Union Européenne de 2021
- Assouplissement/levée des sanctions conformément aux mesures convenues par les parties.
- Mise en place du fonds d'investissement social convenu au Mexique en novembre 2022 afin de garantir la continuité de l'initiative norvégienne.

L'intervention bancaire de la BCV augmente de 86 % par rapport à la semaine précédente.

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a augmenté cette semaine, de 86 % le montant de ses interventions en devises avec un placement de 132 M USD sur le marché bancaire. Cette intervention est la plus importante des deux derniers mois et intervient en prévision de pressions accrues sur les liquidités face à un



éventuel ajustement des primes gouvernementales et du salaire minimum national. En quatre mois, la BCV a injecté près d'1,4 Md USD (+9,2 % g.a.) auprès des banques pour contenir le cours du Bolivar (VES). Le montant des interventions d'avril atteint ainsi 346 M USD (+17,3 % g.m.) avec quatre interventions jusque-là. Le mois de février reste le mois de 2023 avec la plus grosse intervention mensuelle de la BCV en valeur (465 M USD).

Le ralentissement net de l'économie continue, selon l'OVF.

L'activité économique du pays a chuté de **-8,3 %** g.a. au T1 2023, selon l'*Observatoire Vénézuélien des Finances* (OVF). L'OVF souligne que le ralentissement économique a lieu depuis le T2 2022 (pour rappel: T1 2022: **+18,6 %**; T2 2022: **+15,8 %**; T3 2022: **+11,5 %**; T4 2022 **+9,2 %**). Ce ralentissement significatif serait grandement dû à une baisse de la production de pétrole, peut-être dans le cadre de la purge à PDVSA. La hausse de la dépense publique (financée monétairement) à la suite des manifestations d'enseignants fin 2022 ont également affecté l'inflation, et *in fine* la consommation.

Reprise des exportations vers l'UE.

Le haut représentant pour la politique étrangère de l'UE, Josep Borell, a évoqué la possibilité d'un projet d'exportation de gaz vénézuélien vers l'Europe. En effet, l'absence de sanctions s'appliquant au gaz et le besoin européen de gaz offre un terrain d'entente propice à son extraction et à son transport à Trinité-et-Tobago pour sa liquéfaction puis à son exportation en Europe. Pour mémoire, Trinité-et-Tobago dispose de deux trains LNG

non-utilisés, qui pourraient liquéfier le gaz vénézuélien. Parallèlement, l'*Association vénézuélienne des exportateurs* (AVEX) indique que le pays sudaméricain avait augmenté ses exportations vers l'Europe. Si les exportations vers l'UE atteignaient 301 M USD en 2020, elles atteignent 591 M USD en 2022, selon l'AVEX.

Les échanges commerciaux avec les États-Unis augmentent pour la 2^{ème} année consécutive et atteint 2,7 Mds USD en 2022.

Avec une valeur de 2,7 Mds USD en 2022 et malgré les sanctions, les échanges bilatéraux avec les États-Unis augmentent pour la 2^{ème} année consécutive. Toutefois, ce chiffre est 85 % inférieur à celui enregistré en 2017 (19 Mds USD). Selon l'*USA Trade Census Bureau*, les exportations vénézuéliennes vers les États-Unis ont atteint 413 M USD tandis que les importations du pays en provenance des États-Unis ont atteint 2,3 Mds USD en 2022 (+37 % g.a.).

Le secteur industriel devrait croître entre 4 % et 6 % en 2023, selon Conindustria.

Bien que le T1 ait été « difficile » pour le secteur industriel, la Confédération vénézuélienne des industriels (*Conindustria*) estime que le T2 devrait être marqué par la reprise et la croissance. Les estimations portent la croissance du secteur entre 4 % et 6 % pour 2023. Bien que le T1 enregistre un ralentissement de l'activité par rapport au T1 2022, jugé particulièrement bon par *Conindustria*, le T1 2023 reste 14,8 % au-dessus du T1 2021. Pour mémoire, l'industrie vénézuélienne fonctionnait à 39,9 % de sa capacité au T4 2022 (+13 pts%).

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
BOLIVIE	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
COLOMBIE	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
EQUATEUR	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
GUYANA	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
PEROU	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
SURINAME	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
VENEZUELA	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
ARGENTINE	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
BRESIL	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
CHILI	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
MEXIQUE	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international